> POINT DE VUE

Cessez les petits jeux politiques sur les normes sonores à Bruxelles: des milliers d'emplois sont menacés à l'aéroport national!

Les travailleurs occupés sur et autour de l'aéroport national Brussels Airport, les bagagistes, les ouvriers logistiques et les travailleurs des services courrier express, les taximen, les routiers... sont très inquiets au sujet de leur emploi en raison du renforcement des normes sonores que la Région de Bruxelles-Capitale compte appliquer. Les petits jeux politiques dont le dossier fait entretemps l'objet menace effectivement des milliers d'emploi.

Les amendes prévues par la Région de Bruxelles-Capitale pour le dépassement des normes sonores constituent en tout cas pour le personnel de l'aéroport une grave menace.

Ce ne sont pas seulement les avions-cargos 747 mais aussi des avions comme le Dreamliner 787 qui risquent d'être touchés par les normes plus sévères que la Région de Bruxelles-Capitale souhaite appliquer. Selon nos informations, 25% du trafic cargo mais aussi une partie du transport de voyageurs seraient menacés. Les compagnies aériennes qui partent ne quittent pas seulement l'aéroport de Bruxelles au profit d'autres aéroports belges, elles quittent tout simplement la Belgique. Ainsi, Saudia Cargo a décidé d'émigrer à Francfort, la compagnie chinoise Yangtze River Express quitte Bruxelles pour Amsterdam. Et Air Cargo Global, Asiana et Singapore Airlines Cargo sont également en train d'examiner des options semblables Actuellement, 2500 à 3000 emplois sont menacés.

L'UBT-FGTB salue l'initiative annoncée par le Premier Ministre Michel. Il est en effet grand temps que le gouvernement fédéral prenne ses responsabilités, chose qu'il aurait dû faire depuis longtemps. Cela fait des mois que le ministre Bellot laisse traîner le dossier. Nous attendons du gouvernement fédéral une solution à l'impasse dans laquelle le dossier se trouve. Car le conflit entre les régions flamande et bruxelloise met en péril de nombreux emplois.

L'aéroport de Bruxelles revêt une importance stratégique pour l'économie et pour l'emploi en Belgique. Et aussi pour Bruxelles où habitent d'ailleurs beaucoup de travailleurs de l'aéroport.

Aujourd'hui, l'aéroport de Bruxelles représente 60.000 emplois directs et indirects. Il réalise une valeur ajoutée de 3,2 milliards d'euros. L'importance économique de l'aéroport ne saurait donc être mise en doute

Les membres que nous représentons attendent dès lors une approche plus nuancée de la part des autorités politiques, conciliant les intérêts de la population bruxelloise (dont beaucoup de travailleurs) et ceux des travailleurs de l'aéroport de Zaventem. Bref, une solution basée sur un juste équilibre entre environnement et emploi. C'est pourquoi, l'UBT demande au gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de revoir sa position concernant les normes sonores à la lumière de ce qui précède.

Frank Moreels
président

La Commissaire européenne Bulc: du pain sur la planche!

Violeta Bulc, la Commissaire européenne en charge du transport, a reçu le 24 janvier dernier la visite d'une délégation d'organisations syndicales venant d'une série de pays européens. L'UBT, également présente dans le cadre de l'ETF, la Fédération européenne des travailleurs du transport, n'a pas manqué de lui poser quelques questions pertinentes.

Les syndicats dénoncent la politique de l'Europe
Outre l'UBT, des syndicats du transport des Pays-Bas, de France, du Royaume-Uni, de Pologne, de Roumanie, d'Espagne, d'Italie et de Suède étaient présents à cette réunion. La Commissaire Bulc a souligné qu'elle souhaitait prendre dans quelques mois une série de nouvelles mesures, y compris contre le dumping social. Mais pour la Commissaire, le libre marché avec la libre circulation des biens et des marchandises reste prioritaire... au détriment des chauffeurs bien entendu.

Utiliser le tachygraphe digital pour combattre le cabotage illégal!
Le tachygraphe digital avec la géolocalisation fera son entrée dans quelques années. Progressivement, car seuls les nouveaux véhicules doivent en être équipés. Cette technologie peut être utilisée facilement pour détecter les infractions aux règles régissant le cabotage. Mais cette possibilité n'est malheureusement pas prévue puisque la localisation du véhicule ne se fera que toutes les trois heures. Juste le temps qu'il faut pour traverser les petits Etats membres!

Firmes boîtes aux lettres: intensifier la lutte!
C'est John Reynaert qui a représenté l'UBT à la rencontre avec la Commissaire Bulc. Il a appelé la Commissaire à s'attaquer effectivement au fléau des entreprises boîtes aux lettres. John Reynaert: «*Pour la seule Belgique, plus de 6000 emplois ont disparu. Pourtant, le nombre de camions sur nos routes n'a pas diminué, ce que la Commissaire Bulc a confirmé. Elle a en effet reconnu qu'il existe un problème. Notamment parce que des entreprises opèrent alors qu'elles ne disposent d'aucun véhicule. Elle a annoncé son intention d'adapter la directive relative aux entreprises boîtes aux lettres dans le sens de l'interdiction de travailleur encore avec des firmes qui ne disposent pas de camions*». De son côté, Lars Lindgren, le président suédois de l'ETF, a appelé Bulc à introduire la coresponsabilité des donneurs d'ordre.

Camionnettes: concurrence déloyale
La Commissaire a d'autre part confirmé qu'il faut intensifier d'urgence le contrôle des camionnettes. John Reynaert: «*Les camionnettes de moins de 3,5 tonnes ne doivent pas être équipés d'un tachygraphe. Et comme il suffit pour le chauffeur de posséder un permis de conduire B, il n'a pas besoin d'obtenir le certificat d'aptitude professionnelle. Les camionnettes sont souvent surchargées, la charge allant parfois jusqu'à six tonnes. Leurs chauffeurs ne doivent pas respecter les temps de conduite et de repos, et ne doivent pas être formés. Ils sont un danger pour tous les usagers de la route. Et un nouveau coup de grâce pour les vrais chauffeurs de camion. La Commissaire Bulc reconnaît le problème, mais fuit toute responsabilité: il appartient aux Etats membres d'interpeler l'Europe*».

Des syndicats du transport de plusieurs pays européens ont posé de nombreuses questions critiques à la Commissaire européenne Bulc.

Les taxis en action à l'aéroport de Charleroi

Depuis les attentats du 22 mars 2016, des mesures de sécurité ont été mises en place par la direction de Brussels South Charleroi Airport contraignant les chauffeurs de taxis à stationner leur véhicule à plus de 500 mètres de la sortie du terminal. Sabrina Lossignol de l'UBT explique: «*Cette situation est problématique pour les passagers car la distance entre le délestage et le terminal a été allongée rendant le trajet contraignant avec le poids des bagages. Ces mesures impactent également lesdits chauffeurs qui se voient perdre d'éventuelles courses et par conséquent une perte salariale! Il est d'autant plus déplorable que ces mesures de sécurité ne sont pas égales à tous les transports de voyageurs sur le site de l'aéroport!*»

À la demande des travailleurs l'UBT a rencontré l'Echevin Philippe VAN CAUWENBERGHE. L'ensemble des chauffeurs y a dénoncé la situation actuelle des conditions de travail: l'éloignement du terminal, la perte des courses et de salaire, les contrôles systématiques jusqu'à 6 à 7 fois par jour par la Police Fédérale et/ou les militaires, ce qui s'apparente à une forme d'harcèlement.

Le politique est parfaitement au courant mais se retrouve pieds et poings liés face à cette problématique, rappelons que l'aéroport de Charleroi est un site privé sous l'égide de la Région Wallonne, les manœuvres de consensus sont fortement limitées. En d'autres termes, la Direction de l'aéroport «*pilote*» le site comme bon lui semble au détriment des travailleurs externes!

Sabrina Lossignol: «*l'Echevin nous a toutefois assuré trouver un terrain d'entente mais également travailler sur un projet de règlement spécifique à la ville de Charleroi qui sera exposé fin février 2017 aux exploitants du secteur. Il est plus que temps de recourir à des solutions où toutes les parties trouveront satisfaction. N'oublions pas que la situation économique et industrielle de la ville de Charleroi n'est pas des plus flamboyantes ces derniers mois et que bon nombre d'emplois sont menacés.*»